

AVRIL 2019  
n°282

## SOMMAIRE

Pages 1 à 3 :

**Finance responsable :  
épargner c'est aussi  
agir**

Page 4 :

**Panorama des  
marchés financiers et  
chiffres clés**

## FINANCE RESPONSABLE : EPARGNER C'EST AUSSI AGIR

**L**es thématiques environnementales et sociales sont plus que jamais au cœur des débats et des préoccupations des Français, y compris dans la sphère financière. Pour preuve, selon un sondage IFOP, réalisé en août 2018, **63% des Français déclarent accorder une place importante aux impacts environnementaux, sociaux et éthiques dans leur décision d'investissement**, contre 48% un an auparavant. La pollution, l'emploi, le respect des droits de l'homme, les conditions de travail, le changement climatique, l'égalité homme/femme ainsi que l'éthique dans les affaires sont jugés prioritaires en matière de gestion de l'épargne. **Selon les données publiées par l'Association Française de la Gestion financière, le marché français de la finance responsable représentait 1 081 milliards d'euros à fin 2017.**

Par définition, **la finance responsable est une notion assez vaste qui regroupe toutes les pratiques visant à concilier investissement et impact social, environnemental ou sociétal.** Dans la pratique, **la finance responsable englobe la finance solidaire et l'investissement socialement responsable plus communément repris sous l'acronyme d'ISR.** Le sondage IFOP, évoqué précédemment, met en lumière l'absence paradoxale de notoriété de la finance durable au regard de l'engouement des épargnants pour ce sujet. Ainsi, près d'un français sur deux n'a jamais entendu parler de finance solidaire et moins d'un sur trois de l'investissement socialement responsable ! De plus, lorsque les épargnants ont connaissance de ces notions, ils ont tendance à les confondre alors qu'elles sont bien distinctes. L'ISR demeure le plus méconnu des placements responsables puisque seulement 8% des français déclarent le connaître et moins de 5% ont déjà investi dans un fonds ISR. En clair, un grand travail de pédagogie doit donc être mené.

**La finance solidaire a pour but d'aider des entreprises et des associations à forte utilité sociale et environnementale via la souscription de produits d'épargne solidaire.** Ces derniers permettent de faire fructifier les capitaux en investissant dans des sociétés non cotées dont l'objet est de participer aux enjeux de notre société (lutte contre le chômage, le mal-logement, le développement de l'agriculture biologique, des énergies renouvelables, de l'entrepreneuriat dans les pays du Sud, etc.)

Selon les critères définis par le comité du label Finansol (association dont l'objet est la promotion de la solidarité dans l'épargne et la finance), il existe deux types de produits d'épargne solidaire :

- Les investissements solidaires : il s'agit de placements pour lesquels le montant placé doit financer des projets d'utilité sociale ou environnementale.
- Les produits de partage pour lesquels au moins 25% des intérêts générés doivent être versés sous forme de dons à une association.

Dans ce domaine, cohabitent, d'une part, **les acteurs de terrain** (associations, sociétés coopératives, financières, fondrières, clubs d'investisseurs, etc.) qui, grâce à cette épargne, financent des projets à forte utilité sociale et/ou environnementale et, d'autre part, **les banques, assurances, mutuelles et sociétés de gestion** qui assurent la gestion ou la commercialisation de produits solidaires et acheminent l'argent collecté vers les acteurs de terrain.

**En résumé, l'épargne solidaire est destinée aux épargnants qui souhaitent avant tout donner un sens à leur argent sans se préoccuper de la valorisation de leur épargne.** Il existe plusieurs moyens de recourir à ce type d'épargne. Le plus répandu est la **souscription à un fonds solidaire** via les produits d'épargne entreprise (PEE) ou retraite (PERCO). En cas d'investissement dans un fonds solidaire labellisé Finansol, 5 à 10% de l'épargne sont affectés au financement de projets solidaires agissant en faveur de l'insertion sociale par l'emploi, de l'environnement ou de la solidarité internationale. Les 90% restants doivent obligatoirement être affectés à un fonds de type ISR.

**L'investissement socialement responsable (ISR)** vise à intégrer des facteurs sociaux, environnementaux, éthiques et de gouvernance en vue d'assurer une meilleure appréhension des risques et un meilleur management. Par nature, **l'ISR consiste à intégrer des critères extra-financiers dans les décisions de placement et dans la gestion de portefeuilles. A l'inverse de la finance solidaire, la notion de performance est bien présente dans l'épargne labellisée ISR sans toutefois être exclusive.**

**Les critères extra-financiers sont regroupés en 3 piliers dénommés « ESG » pour « Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance ».** Ils permettent d'évaluer la prise en compte du développement durable et des enjeux de long terme dans la stratégie des entreprises. A titre d'exemple, vont entrer en considération :

- Les émissions de CO2, la consommation d'électricité, le recyclage des déchets pour le pilier Environnemental.
- La qualité du dialogue social, l'emploi des personnes handicapées, la formation des salariés pour le pilier Social.
- La transparence de la rémunération des dirigeants, la lutte contre la corruption, la féminisation des conseils d'administration pour le pilier Gouvernance.

La prise en compte de ces critères valorise les formes d'investissement qui inscrivent le développement durable et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) au cœur de leurs politiques. Elle permet à l'épargnant de **diriger ses placements vers des structures qui favorisent la réduction des inégalités en tout genre, la mise en place d'énergies propres ou le développement d'un mode de consommation plus respectueux de l'environnement et de la société.**

**Ces critères ESG constituent la base de l'analyse extra-financière dont les entreprises font l'objet.** Cette analyse peut être effectuée en interne ou être réalisée par des organes de notation indépendants tels que Vigeo Eiris, MSCI ou Sustainalytics pour la France. Certaines sociétés de gestion comme Sycomore Asset Management s'appuient sur leur propre modèle d'analyse interne, et d'autres font, en plus de cela, appel à une agence externe (Ecofi Investissements).

Chaque gérant sélectionne ensuite des critères qui définiront la philosophie du fonds. Il en résulte différents types de fonds ISR tels que :

- **Les fonds de sélection.** Les gérants sélectionnent les entreprises pour leurs bonnes pratiques environnementales, sociales et de gouvernance selon différentes approches :
  - ◇ Best-in-class : les entreprises ou les collectivités reconnues pour avoir les **meilleures pratiques ESG dans chaque secteur d'activité** sont retenues.
  - ◇ Best-in-universe : les **meilleurs émetteurs sont sélectionnés indépendamment de leur secteur d'activité**, ce qui peut conduire à écarter les secteurs où toutes les entreprises sont mal notées ou, au contraire, privilégier ceux présentant en moyenne des entreprises aux bonnes pratiques ESG.
  - ◇ Best effort : les émetteurs qui démontrent une **amélioration de leurs pratiques ESG dans le temps** sont privilégiés.
- **Les fonds d'exclusions** (sectorielles ou normatives). Les exclusions normatives consistent à exclure les entreprises qui ne respectent pas certaines normes ou conventions internationales (droits de l'homme, convention de l'OIT, Pacte Mondial...), ou les Etats n'ayant pas ratifié certains traités ou conventions internationales. Les exclusions sectorielles visent, elles, à éliminer certaines entreprises en raison de leur activité. Il s'agit de secteurs jugés sensibles ou controversés pour des raisons éthiques tels que l'alcool, le tabac, l'armement, les jeux d'argent et la pornographie, ou pour des raisons environnementales comme les OGM, le nucléaire, etc.
- **Les fonds d'approche thématiques.** Cette approche consiste à investir dans des entreprises actives sur des thématiques ou secteurs d'activité liés au développement durable tels que les énergies renouvelables, l'eau, la santé, ou plus généralement le changement climatique.
- **Les fonds d'engagement actionnarial.** Ce type de fonds consiste pour les investisseurs à influencer le comportement des entreprises en vue d'améliorations en matière environnementale, sociale et de gouvernance via le dialogue direct, la participation active aux assemblées générales, ou le dépôt de résolutions lorsque le dialogue est infructueux.

- Les fonds « impact investing ». Cela désigne les investissements faits dans les entreprises ou organisations avec l'intention de **générer des impacts environnementaux et sociaux en même temps qu'une performance financière**.

Ces approches offrent chacune des avantages et des inconvénients mais ne sont pas exclusives entre elles. Les sociétés de gestion ou les investisseurs institutionnels peuvent ainsi choisir de combiner plusieurs d'entre elles pour accroître la qualité ESG et l'impact social ou environnemental selon leur philosophie.

Afin d'éviter que les épargnants ne se perdent dans le maquis des fonds responsables, **différents labels** ont vu le jour en France. Parmi ceux portés par le gouvernement, le plus répandu est le **label ISR** mais il existe aussi le **label TEEC** (Transition Énergétique et Ecologique pour le Climat). Le **label CIES** est, lui, consacré à l'épargne salariale. Ces labels garantissent aux investisseurs transparence et traçabilité des placements ainsi que la promotion et l'accessibilité de produits auprès des épargnants.

Le label ISR est décerné à 197 fonds regroupant 44 sociétés de gestion pour des encours s'élevant à 51 milliards d'euros. Seuls 29 fonds sont étiquetés TEEC pour un encours de près de 4 milliards d'euros.

Pour l'obtention du label ISR, les six paramètres suivants entrent en jeu :

- L'annonce aux investisseurs des objectifs financiers et ESG recherchés par le fonds
- La méthodologie d'analyse des critères ESG mise en place par l'entreprise
- La prise en compte des critères ESG dans la vie du portefeuille
- La politique d'engagement ESG avec les entreprises
- La transparence de la gestion du fonds
- La mesure des impacts positifs de la gestion ESG sur le développement durable.

**Le label ISR est accordé pour une durée renouvelable de trois ans.** Au cours de cette période triennale, des contrôles sont effectués afin de vérifier que le fonds est bien respectueux des exigences du label.

Le sujet de la finance responsable étant devenu manifeste pour les investisseurs, le marché a vu la naissance de **nouveaux fonds responsables mais aussi la transformation de nombreux fonds existants en fonds ISR**. Toutes les classes d'actifs sont concernées par cette mutation. Ainsi, au regard de l'encours global des fonds ISR, 30% sont des fonds monétaires, 28% des fonds actions, 18% des fonds obligataires, 17% des fonds diversifiés et 7% d'autres types de fonds (immobilier, actions non cotées, etc.). **Le choix est donc devenu assez large et investir dans la finance responsable est désormais devenu un choix rationnel.**

Certains investisseurs hésitent à intégrer des fonds ISR dans leurs allocations d'actifs au motif que la prise en compte de critères extra-financiers pourrait constituer un frein à la rentabilité financière. Cette crainte peut s'expliquer par la réduction volontaire de l'univers d'investissement via les exclusions et la sélection d'entreprises, nuisant de facto aux opportunités de diversification des portefeuilles, mais aussi aux potentiels coûts supplémentaires engrangés par l'analyse plus approfondie des valeurs.

**L'histoire récente a pourtant prouvé qu'il n'existait pas de différence significative de performance financière entre les fonds ISR et les fonds classiques. En effet, comme tous les fonds, les fonds ISR ont pour objectif la performance dans la durée et ils disposent pour cela d'un atout important : le respect des critères ESG. Cela permet en effet de mieux comprendre les sociétés et leurs activités et d'identifier des facteurs de risques non pris en compte lors d'une simple analyse financière. L'intégration des critères ESG présente donc, outre les bénéfices environnementaux et sociaux, un réel avantage financier sur le long terme.**

Si vous êtes sensibles à la finance responsable, sachez que les fonds ISR sont **accessibles au travers de tous les véhicules (compte-titres, PEA, assurance vie, etc.)**. Avant tout, il est nécessaire de déterminer votre profil de risque avec l'aide de votre conseiller puisque, comme tous les placements, les fonds ISR ont des degrés de risque plus ou moins élevés. Une fois votre profil identifié, vous pourrez alors bâtir une allocation à partir des fonds ISR qui répondent le mieux à vos convictions. Nous sommes bien évidemment à votre disposition pour vous y aider.

En résumé, depuis quelques années, le vent du changement souffle sur la planète finance. En effet, dans un monde devenu de plus en plus inégalitaire et menacé par le réchauffement climatique, les risques sociaux et environnementaux qui en découlent sont réels et commencent à être pris en compte. En tant que consommateur, nous pouvons être écoresponsables dans notre vie quotidienne et il en est de même en tant qu'épargnant. En clair, **être un investisseur responsable n'est plus une utopie !**

Même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour que la finance responsable devienne la norme, l'économie toute entière est entrée en transition. La future loi Pacte imposera aux établissements financiers de proposer systématiquement des produits labellisés ISR ou TEEC dans les contrats d'assurance vie et les produits d'épargne retraite. La réorientation de l'épargne vers la transition écologique est clairement devenue un objectif fort du gouvernement. Ne nous voilons pas la face pour autant, la route, pour mettre l'économie au service de la société et du climat est encore longue. **C'est désormais à chaque acteur (gouvernement, distributeur et épargnant) de se saisir du sujet avec conviction !**

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 29 mars 2019

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 350,53	2,10%	13,10%	22,02%	21,84%
PARIS (CAC 40 GR)	14 118,08	2,31%	13,39%	34,95%	43,77%
PARIS (CAC Mid&Small)	12 569,13	-0,60%	10,86%	18,01%	33,60%
PARIS (CAC All-Tradable)	4 144,31	1,58%	13,60%	21,44%	22,86%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 351,71	1,62%	11,67%	11,54%	6,01%
NEW YORK (Dow Jones)	25 928,68	0,05%	11,15%	46,61%	57,55%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	7 729,32	2,61%	16,49%	58,72%	84,08%
FRANCFORT (Dax Xetra)	11 526,04	0,09%	9,19%	15,66%	20,62%
LONDRES (FTSE 100)	7 279,19	2,89%	8,19%	17,88%	10,32%
TOKYO (Nikkei 225)	21 205,81	-0,84%	5,95%	26,54%	43,01%
MONDE (Msci World) en Euros	194,59	2,43%	13,63%	29,59%	51,87%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,47%	-0,53%	-0,28%	0,24%	0,89%
ETATS-UNIS	2,38%	2,33%	2,27%	2,46%	2,70%
ROYAUME-UNI	0,67%	0,70%	0,76%	1,00%	1,50%
JAPON	-0,10%	-0,20%	-0,21%	-0,09%	0,34%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	37 500 €	-0,71%	4,20%	8,07%	23,36%
NAPOLEON	222,00 €	-2,12%	0,14%	7,04%	20,72%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1215	-1,38%	-2,14%	-1,50%	-18,59%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8597	0,61%	-4,35%	8,55%	4,04%
EURO / 100 YENS	¥ 124,31	-1,48%	-1,05%	-2,93%	-12,43%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1161	-1,98%	-0,91%	2,27%	-8,37%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 29 mars 2019

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 351,28 milliards d'euros au 4eme trimestre 2018
DEFICIT PUBLIC 2018	59,6 milliards d'euros soit 2,5 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2018	2 315,3 milliards d'euros soit 98,4 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,30 % au 4eme trimestre 2018
PRODUCTION INDUSTRIELLE	+ 1,30 % en janvier 2019
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 0,40 % en février 2019
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 377 euros par mois à compter du 01/01/2019
SMIC (BRUT)	10,03 € au 01/01/2019 soit 1 521,22 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 1,30 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 2,46 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,74 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	8,80 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Référéncée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier et courtier d'assurance.

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152) - MMA IARD 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9